

Unité départementale du Loiret  
03 rue du Carbone  
45072 Orléans

Orléans, le 12/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXERREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : AG 111/2024  
Code AIOT : 0010003816

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement AXERREAL implanté Les Terres du Camp 45250 Briare. L'inspection a été annoncée le 18/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXERREAL
- Les Terres du Camp 45250 Briare
- Code AIOT : 0010003816

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Axéréal à Briare (45250) est soumis à autorisation au titre de la réglementation ICPE. Les activités exercées sur le site sont le stockage des céréales, le stockage d'engrais, le transit, le regroupement ou le tri de déchets dangereux et non dangereux.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates
- AN24 Rétention

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Etat des stocks des produits phytosanitaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Engrais-Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Engrais-Sol des magasins de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Ressource en eau d'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Ressource en eau d'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2 et 7.7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6	Demande d'action corrective	2 mois
15	Débourbeur-déhuileur	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Gestion et rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
17	Equipement sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Section 2 - Art.18	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Engrais-Détection incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	Sans objet
6	Colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2	Sans objet
7	Protection contre la Foudre	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.4.3	Sans objet
8	Silo-mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.5.6.3	Sans objet
10	Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
13	Réserve incendie complémentaire	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stocks Céréales et engrais
<b>Prescription contrôlée :</b>  Etat des matières stockées.  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

L'état des stocks, est issu d'une extraction de la base informatisée du siège social d'Axéreal à Olivet, répertoriant les produits stockés dans toutes les installations du groupe.

L'exploitant du site de Briare y a accès via le réseau interne d'Axéreal.

Différents produits sont présents dans le magasin d'engrais. cf partie confidentielle

Lors de la visite du magasin d'engrais, par sondage, l'étiquetage d'un big-bag classe le Mynitras 27%+10SO<sub>3</sub>, dans la rubrique 4702-II. Or, celui-ci est enregistré sous la rubrique 4702-IV dans l'état des stocks. Il en est de même pour cet engrais stocké également en vrac dans le magasin d'engrais.

Il n'y a donc pas de concordance entre l'état des stocks présenté à l'inspection et les produits présents dans le bâtiment de stockage des engrais.

**Ecart [PdC n°1] : L'état des stock présenté le jour de la visite est erroné du fait des incohérences de classement des produits stockés enregistrés sur la base informatisée par rapport à ceux présents sur le site.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier à l'inspection que l'erreur de classement, concernant le produit Mynitras 27%+10SO<sub>3</sub>, a bien été corrigée sur son état des stocks.

L'exploitant doit justifier que l'engrais NPK 15 15 15 a fait l'objet d'un test en auge afin de démontrer qu'il ne présente pas un risque de décomposition auto-entretenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 2 : Etat des stocks des produits phytosanitaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

Etat des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

<p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.[...]</p> <p>[...]Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant nous présente un état des stocks de produits phytosanitaires. Cependant, les produits phytosanitaires sont quantifiés en utilisant différentes unités (litre, unité, kilo), ne permettant de vérifier le respect de l'activité par rapport au tableau de classement de son installation</p> <p>L'inspection ne peut vérifier que les quantités de produits phytosanitaires sont conformes aux quantités autorisées pour cette installation.</p> <p><b>Ecart [PdC n°2] : Les quantités mentionnées dans l'état des stocks des produits phytosanitaires en Litre/Unité/Kilo, ne permettent pas de vérifier le respect du classement par rapport aux rubriques ICPE.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier dans son état des stocks de la même unité pour chaque rubrique ICPE et conforme à l'unité mentionnée dans la nomenclature ICPE afin de justifier du classement de ses installations de stockage de produits phytosanitaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

### N° 3 : Engrais-Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Engrais-risques incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).</p> <p>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.</p>

Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.

La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

**Constats :**

Un commentaire a été fait sur la centrale du dispositif de détection: "Centrale MX52 vieillissante, saut de mesure lors des réglages dû à l'usure de l'électronique, prévoir évolution du système de détection avec mise en place d'une centrale type MX43 et capteurs OLCTION".

Concernant la suite donner à ce commentaire, l'exploitant a présenté un devis (n°48076) en date du 20/03/2023.

Néanmoins, les travaux n'ont pas été réalisés du fait que l'enveloppe budgétaire, allouée pour les travaux, était épuisée pour la période de fin juin 2023 - début juillet 2024.

Une programmation pourrait être envisagée pour fin juin 2024 - début juillet 2025.

Par ailleurs, lors de la visite du site, l'exploitant a présenté un bilan et un rapport d'intervention de la société BE ATEX en date du 16/01/2024 (N°CC48975) concernant la vérification annuelle détection gaz du magasin d'engrais et du séchoir du site.

Le bilan d'intervention précise que le capteur de la voie 8 était défectueux. Un devis de régularisation a été effectué (n° DV59826) pour le remplacement de ce capteur (nouveau capteur n°21041GB-002).

Quant au rapport d'intervention, il est souligné que les capteurs «L06» et «L07» sont à surveiller. Néanmoins, le bilan d'intervention conclut au bon fonctionnement de l'installation.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Engrais-Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Engrais-Stockage

**Prescription contrôlée :**

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non.

Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.

Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).

Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.

Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.

Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.

Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que les cases d'engrais sont numérotées et que les affichages des engrais stockés sont présentes pour chaque case.

La détérioration des murs des cases du magasin d'engrais ne permettent pas d'assurer un stockage dans les conditions de protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques des produits.

L'inspection avait déjà relevé cet écart aux prescriptions réglementaires de l'arrêté susvisé lors d'une précédente visite en date du 21 novembre 2023.

L'exploitant, dans un courrier du 12 juin 2023, avait répondu que les travaux seraient effectués en octobre 2023.

L'inspection constate donc que ces travaux n'ont pas été réalisés.

**Ecart [PdC n°4] Les murs du magasin d'engrais présentent des dégradations (fissures, trous, ferrillages apparents) soumettant les engrais aux effets des intempéries et aux contacts d'amas de corps réducteur.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



Proposition de délais : 2mois

**N° 5 : Engrais-Sol des magasins de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Engrais-Stockage

**Prescription contrôlée :**

Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).

**Constats :**

L'état sol du magasin d'engrais ne répond pas aux dispositions de l'article 7.7.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

En effet, les sols présentent des cavité, trous et fissures.

L'inspection avait déjà relevé cet écart lors d'une précédente visite en date du 21 novembre 2023.

L'exploitant, dans un courrier du 12 juin 2023, avait répondu que les travaux seraient effectués en octobre 2023.

L'inspection constate que ces travaux n'ont toujours pas été réalisés.

cf annexe confidentielle

**Ecart [PdC n°5] Le sol du bâtiment de stockage d'engrais comporte, à plusieurs endroits, des cavités, des fentes et des dégradations du béton.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 6 : Colonnes sèches**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les équipements (moyens d'intervention en cas d'accident) sont maintenus en bon état. Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel.[...]

**Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis une attestation, du 06/11/2023, d'EUROFEU SERVICES pour le bon fonctionnement des colonnes sèches suite aux travaux CR10758490.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le devis des travaux ( référence

<p>CR10758490) en date du 03 août 2023 et a confirmé leurs réalisations.</p> <p>Un contrôle des colonnes sèches est programmé en mars - avril 2024.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p><b>Aussi, la disposition relative aux colonnes sèches mentionnée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/03/2020 est respectée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Protection contre la Foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un rapport de vérification périodique complète de la société SOCOTEC ( référence: 962s0/24/824) en date du 15 novembre 2023.</p> <p>Après examen du rapport, il s'avère que l'entreprise SOCOTEC a réalisé un examen visuel de l'installation de protection foudre.</p> <p>Malgré l'erreur dans la qualification du contrôle périodique (mention d'une visite complète), aucune anomalie n'a été relevée sur les installations de protection contre la foudre du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Silo-mesures compensatoires**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.5.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures compensatoires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Concernant les silos 1 et 2, des mesures sont prises afin de limiter la hauteur des parois des capacités de stockage en dessous de 10 m (9,9 m).</p> <p>En complément des sondes de niveau existantes, les cellules de stockages sont aménagées de manière à interdire tout dépassement de cette hauteur : percements des parois ou mise en œuvre de tout dispositif équivalent.</p> <p>Dans les galeries enterrées des silos, la manutention constituée de transporteurs 4 chaînes doit être rendue aussi étanche que possible, afin de limiter les émissions de poussières inflammables.</p>

<p>De plus, concernant le découplage entre les galeries sous-cellules et les cellules, afin d'assurer le cantonnement des galeries concernées avec les cellules, l'exploitant s'assure que toutes les trappes des cellules sont fermées à l'exception de celles utilisées lors d'une phase de vidange ou de ventilation.</p> <p>Ces dispositions sont reprises dans les consignes d'exploitation et un nettoyage régulier des galeries doit également être réalisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, au sein des silos 1 et 2, l'inspection a constaté la présence de poires de niveau afin de limiter la hauteur de stockage dans les cellules. De plus, les cellules présentes des ouvertures grillagées dans les palplanches afin de compléter cette mesure de limitation de stockage. L'exploitant informe l'inspection qu'il procède à un contrôle de ces sondes afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement-transport de produits</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, au silo 4, l'inspection n'a pas constaté de marquage sur la bande de transporteur ( numérotée TB19 sur le caisson de protection ) sur les parties, visuellement, accessibles. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection les justificatifs des caractéristiques de ce matériel.</p> <p><b>Ecart [PdC n°9] L'exploitant ne justifie pas que les bandes installées sur les transporteurs à bandes sont non-propagatrices de flamme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé pour l'ensemble des bandes présentes sur le site de Briare.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 2mois

**N° 10 : Silo-Aspiration et dispositifs de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Asservissement-transport de produits

**Prescription contrôlée :**

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.[...]

**Constats :**

Par sondage, l'inspection a procédé à un test de double asservissement manutention/aspiration sur le silo 1 et au test d'une des trappes de bourrage du silo 4.

Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.

cf Annexe Fonctionnement des installations de transfert des céréales et système de dépoussiérage – article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Ressource en eau d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...]

- d'un hydrant implanté au sud-ouest du site, à l'extérieur de celui-ci et à proximité du poste de chargement voie ferrée, délivrant en individuel à minima 60 m<sup>3</sup>/h, sous 1 bar de pression, pendant 2 heures ;

- d'un hydrant implanté au sud-ouest du site, à l'extérieur de celui-ci, délivrant en individuel à minima 60 m<sup>3</sup>/h, sous 1 bar de pression, pendant 2 heures ; [...]

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une

description des dangers pour chaque local.
L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'apporte pas de justificatifs de débits des deux poteaux incendie du réseau public pris en compte dans les moyens d'extinction incendie de son installation.  <b>Ecart [PdC n°11] L'exploitant ne justifie pas du débit des deux poteaux incendie du réseau public, installés sur la périphérie de son installation.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir un justificatif de débits des deux poteaux incendie se trouvant à proximité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

#### N° 12 : Ressource en eau d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.2 et 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 7.7.2 Les équipements sont maintenus en bon état. Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état , repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont utilisables en période de gel.[...]  Art. 7.7.3 L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] d'extincteurs adaptés, répartis i l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles , [...]
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des extincteurs du site date du 26 janvier 2023. L'exploitant est donc en retard du contrôle annuel de ses extincteurs.  L'exploitant justifie ce retard du fait que le service chargé de la programmation des contrôles des

moyens incendie des sites Axereal, prend une marge de +1 mois après la date limite de validité. L'inspection rappelle à l'exploitant que la vérification des moyens d'extinctions incendie se font au plus tard à la date anniversaire du dernier contrôle.

Par sondage, l'inspection a constaté que 2 extincteurs, l'un au silo 1 et l'autre au magasin d'engrais ont été vérifiés en janvier 2023.

L'exploitant a indiqué que la prochaine vérification est prévue le 20 février 2024 et sera effectuée par la société EUROFEU.

**Ecart [PdC n°12]: Les extincteurs sont en retard de leur contrôle annuel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de contrôles des extincteurs dès sa réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2mois

#### N° 13 : Réserve incendie complémentaire

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réserve incendie

**Prescription contrôlée :**

La défense extérieure contre l'incendie doit être complétée par la création d'une réserve incendie d'un volume minimum utilisable de 240 m<sup>3</sup> conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 relative à la création et l'aménagement des points d'eau, implantée en dehors des distances d'ensevelissement définies dans l'étude de dangers et à moins de 150 mètres du risque à défendre. [...]

**Constats :**

L'inspection constate la présence d'une réserve souple d'eau incendie au centre du site. A noter que le volume de la bache s'est effacé avec le temps.

**L'exploitant doit préciser, sur l'imprimé de la réserve d'eau complémentaire prévu à cet effet, le volume d'eau incendie contenu dans la réserve souple pour en informer les sapeurs pompiers en cas d'intervention.**

**Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant pourrait utilement préciser, sur l'imprimé de la réserve d'eau prévu à cet effet, le

volume d'eau incendie contenu dans la réserve souple pour en informer les sapeurs pompiers en cas d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Bassin de confinement et bassin d'orage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des moyens récepteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des eaux pluviales, ainsi que le bassin tampon de 50 m<sup>3</sup> à fond penté, susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction), sont raccordés au bassin d'orage et de retenue, étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 505 m<sup>3</sup>, avant rejet vers le milieu naturel. [...] Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bassin de rétention et d'un bassin d'infiltration sur le site. L'inspection a noté également la présence d'avaloirs sur le site. L'exploitant a précisé que les eaux de pluie et d'incendie sont dirigées vers le bassin de rétention. Une pompe de relevage électrique, activée manuellement, vide l'eau de ce bassin afin de l'acheminer vers le bassin d'infiltration (sans pré-traitement).</p> <p>Lors de la visite, le bassin de confinement n'était pas vide. aussi, l'exploitant doit justifier en toute circonstance du volume utile de ce bassin. L'exploitant doit réaliser un repère de niveau indiquant la capacité effective du bassin de rétention pour en faciliter le contrôle.</p> <p><b>Ecart [PdC n°14]: Compte tenu de la présence d'eau dans le bassin de confinement de 505 m3, l'exploitant ne justifie pas de sa pleine capacité .</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2mois

**N° 15 : Débourbeur-déhuileur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui  présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Cf Annexe 1 Tableau installations Briare</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté également la présence deux tampon ainsi qu'un avaloir situés entre le bassin de confinement et le bassin d'infiltration. Une canalisation de rejet est située à mi-hauteur du bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer qu'il s'agit du débourbeur-déshuileur ou même expliquer l'utilité de ce dispositif.</p> <p><b>Ecart [PdC n°15] L'exploitant ne justifie pas de l'existence d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°15] formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 16 : Gestion et rejet des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides-eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au chapitre 4.3 du présent arrêté ou non conforme a leurs dispositions est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une pompe de relevage qui rejette les eaux du bassin de rétention vers celui d'infiltration, sans pré-traitement. Celle-ci fonctionne manuellement et mise en route en fonction du niveau d'eau du bassin de rétention.</p> <p>En effet, l'exploitant a indiqué que pour vidanger le bassin de confinement, bassin recueillant l'ensemble des eaux pluviales de voirie du site, il utilise la pompe de relevage et rejette directement les eaux dans le bassin d'infiltration.</p> <p>En conséquence, les eaux des voiries susceptibles d'être polluées (par des hydrocarbures par exemple) sont rejetées au milieu naturel sans traitement.</p> <p><b>Ecart [PdC n°16]: L'exploitant effectue des rejets interdits des eaux pluviales susceptibles d'être</b></p>



polluées directement au milieu naturel sans traitement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°16] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise ne oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 17 : Equipement sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Section 2 - Art.18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :[...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède un récipient d'air comprimé SIAP n°02599 de 500 litres dans le silo 4 dont le manomètre indiquant le jour de la visite une pression de 7 bars. Cet équipement sous pression était donc en service. L'inspection a constaté que le récipient d'air comprimé n'a pas fait l'objet d'une requalification périodique depuis 2012. En effet aucun poinçon "tête de cheval" et date de requalification n'est mentionné sur la plaque de l'équipement. L'exploitant a indiqué avoir identifié le retard de requalification périodique de cet ESP. Un autre récipient d'air comprimé du site de Briare est dans le même situation selon l'exploitant (ESP non contrôlé lors de l'inspection).  <b>Ecart [PdC n°17]:</b> L'équipement sous pression, en service et exploité, SIAP n°02599 est en retard de sa requalification périodique.  <b>Pour rappel, conformément à l'article 25.IV de l'arrêté ministériel du 20/11/2027, il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°17] formulé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1mois